



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Arnaud MOYNIER, Jean-Luc SAVY, Joël VERA

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat complémentaire pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° 5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST.

La signature d'un marché complémentaire à la convention de mandat conclu avec la SERM, a été autorisée par délibération n° 10431 du 29 septembre 2011, conformément à l'article 35-II-5 du Code des marchés publics, ayant notamment pour objet les travaux complémentaires de défense incendie préconisés par les experts de l'assureur dommages aux biens ainsi que la mission de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz.

Deux premiers avenants ont été conclus en 2014 et 2015 pour prendre en compte respectivement le planning actualisé de l'opération ainsi que le versement d'une avance complémentaire de 200 000 € afin d'améliorer la gestion de la trésorerie de l'opération, sans incidence sur le bilan financier. L'avenant n°3 approuvé en octobre 2018 a eu pour objet de prolonger la durée du marché et d'octroyer une rémunération complémentaire, pour un montant de 10 965 € HT, correspondant aux prestations à effectuer par le mandataire suite à la modification de programme intervenue consécutivement à l'avancement des études et aux fins de permettre l'intervention de la SERM sur l'ensemble du processus de réalisation des travaux comme prévu dans le marché dont le montant total est porté à 320 K€ HT (y compris révisions d'ores et déjà perçues), soit 314 K€ HT hors révision.

S'agissant des travaux, la reconstruction du hall 7 s'est achevée le 30 mars 2012 et les derniers travaux confortatifs en matière de prévention incendie ont été réceptionnés le 11 février 2016.

Dans ce cadre, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte-rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération pour ce qui concerne les travaux d'amélioration des installations du réseau biogaz dont le montant a été estimé à 1 850 K€ HT, au terme de la phase diagnostic.

Les études se sont poursuivies en 2018 au stade Projet, en concertation avec l'exploitant de l'installation, titulaire de l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation d'Exploiter, et la maîtrise d'ouvrage. Ainsi, les études de Projet remises le 31 janvier 2018 ont été complétées en mai 2018, à la suite de la modification de programme consécutive à la prise en compte des remarques de l'exploitant concernant le déplacement des quatre torchères en place vers une structure indépendante facilitant les opérations de maintenance et une meilleure gestion des condensats, permettant d'aboutir à une version partagée dont les solutions techniques répondent aux préconisations de l'opération.

Un avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre avec l'entreprise NALDEO a été conclu en juin 2018 pour un montant de 13 600 € HT, correspondant aux prestations nouvelles à effectuer. Un avenant n°2 a ensuite été conclu en novembre 2018 pour approuver les études de projet (PRO), arrêter le coût prévisionnel définitif des travaux à hauteur de 1 763 070 € HT (en diminution de 86 930 € HT par rapport à la part de l'enveloppe prévisionnelle affectée par le maître d'ouvrage pour prendre en compte le transfert du remplacement de l'automate de sécurité, initialement prévu dans le programme de travaux, vers la DSP confiée à l'exploitant AMETYST), et enfin, d'arrêter le montant définitif du prix global et forfaitaire de rémunération du maître d'œuvre de 224 603 € HT, inchangé par rapport l'avenant n°1.

Consécutivement, les études opérationnelles se sont poursuivies en phase ACT en vue du lancement des consultations permettant de désigner les entreprises en charge de la fourniture des torchères d'une part, et de la réalisation des travaux d'amélioration du réseau biogaz d'autre part. Au cours de ces études, diverses adaptations complémentaires ont été retenues à la demande de l'exploitant, représentant une plus-value globale estimée à 60 000 € HT par rapport au montant arrêté en phase PRO.

Une première procédure de consultation a été lancée en avril 2018 selon la procédure concurrentielle avec négociation, pour l'attribution du marché de fourniture des torchères. Après analyse des dossiers de candidature, trois candidats ont été invités à remettre une offre. Seul le candidat FBI BIOME a remis une offre. À l'issue de l'analyse, et après information de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 30 octobre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'attribuer le marché à la société FBI BIOME pour un montant de 506 685 € HT (en baisse de 12 335 € HT par rapport à l'estimation du maître d'œuvre de 519 020 € HT). Le marché de fourniture des torchères a été notifié à l'entreprise dès le début de l'année 2019 afin d'engager les études d'exécution au plus tôt pour lancer les fabrications.

Parallèlement, une deuxième procédure de consultation a été lancée selon une procédure adaptée restreinte avec faculté de négociation pour la passation des marchés publics de travaux répartis selon 3 lots relatifs respectivement aux tuyauteries / raccordement des torchères (lot n°2), charpente métallique / installation des torchères (lot n°3), électricité / automatismes (lot n°4). Après une première déclaration d'infructuosité concernant le lot n°2, la date limite de remise des offres a été fixée au 18 décembre 2018 pour les lots n°2 et n°4 et au 7 janvier 2019 pour le lot n°3. Les marchés de travaux pour les lots n°2 à n°4 devront être attribués au 1^{er} semestre 2019 pour un démarrage de la période de préparation avant l'été.

Parallèlement, les demandes d'autorisations administratives relatives au Porter à Connaissance dans le cadre de l'Autorisation d'Exploiter à conduire par l'exploitant en tant que titulaire de l'autorisation, et la demande de Permis de Construire Modificatif, ont été déposées en temps utile afin de garantir l'obtention des autorisations avant le démarrage des travaux programmé à la fin du 1^{er} semestre 2019 pour un achèvement prévisionnel avant l'été 2020. La durée du mandat de maîtrise d'ouvrage doit être prorogée en conséquence jusqu'à cette date (hors Année de suivi de Parfait Achèvement) pour tenir compte de cette échéance prévisionnelle dans le cadre d'un avenant n°4, sans incidence financière.

Par ailleurs, le mandat prévoit que la SERM doit souscrire, pour son compte, une police Responsabilité Civile Décennale - Constructeur Non Réalisateur (CNR). Il n'est toutefois pas possible pour la SERM de souscrire une police CNR seule, cette garantie étant prévue dans le seul cadre d'une police Dommages Ouvrages dont la souscription par la SERM pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole n'est pas prévue au mandat.

Sur le plan financier, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé par délibération n°M2018-587 le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2017 ainsi que son bilan prévisionnel ajusté à 5 043 K€ TTC en diminution de 125 K€ TTC par rapport au bilan 2016 du fait du transfert du remplacement de l'automate de sécurité, initialement prévu dans le programme de travaux, vers la Délégation de Service Public confiée à l'exploitant AMETYST.

Les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par Montpellier Méditerranée Métropole de remboursements de dépenses et, d'autre part, par le versement d'avances. Le bilan prévisionnel des dépenses du mandat est ajusté en conséquence des différentes évolutions.

En 2018, aucun versement d'avances n'a été réalisé. 7 K€ HT ont été versés au titre de la rémunération de la société, soit une rémunération cumulée de 259 K€ HT.

L'arrêt des comptes au 31 décembre 2018 fait apparaître des remboursements de mandat pour un montant cumulé de 2 199 K€ TTC, dont 64 K€ TTC au titre de l'exercice 2018.

À ce stade du projet, le montant prévisionnel du bilan est porté 5 171 K€ TTC, en augmentation de 128 K€ TTC par rapport au bilan approuvé dans le cadre du CRAC 2017 et ce afin de prendre en compte l'écart de 115 000 € entre le montant des marchés de travaux attribués et le coût prévisionnel des travaux, écart notamment dû à l'actualisation des prix, et 12 000 € au titre des études.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2018 de la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST dans le cadre des travaux complémentaires ;
- approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-101244-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 02127_CRAC_2018_VD.pdf

- 2127-AVENANT n° 4-VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.